

**No. 44257**

---

**France  
and  
Colombia**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Colombia on cooperation in the field of internal security. Bogotá, 22 July 2003**

**Entry into force:** *1 June 2007 by notification, in accordance with article 11*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 27 August 2007*

---

**France  
et  
Colombie**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure. Bogotá, 22 juillet 2003**

**Entrée en vigueur :** *1er juin 2007 par notification, conformément à l'article 11*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 27 août 2007*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT  
DE  
LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT  
DE  
LA REPUBLIQUE DE COLOMBIE**

**RELATIF A LA COOPERATION  
EN MATIERE DE SECURITE INTERIEURE**

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République de Colombie

Ci-après dénommées les Parties,

En matière de relations bilatérales entre les deux Etats, dans le cadre des accords en vigueur et sans préjudice des compétences de leur Etat respectif relatives à la mise en œuvre de conventions internationales,

Convaincus de l'utilité que représentent, pour la planification, le développement et l'exécution des politiques de sécurité, l'échange d'expériences et la coopération technique entre les services de police chargés de leur concrétisation,

Mus par la volonté de contribuer activement à la lutte contre les différentes formes de la criminalité internationale,

Considérant que la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes de 1988 dispose que les Parties peuvent souscrire des accords bilatéraux afin de mettre en œuvre et de rendre plus efficace ces engagements,

Considérant que la Résolution 1373 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes du 28 septembre 2001, invite les Etats à coopérer via la conclusion d'accords et de conventions, bilatéraux et multilatéraux, aux fins de prévenir et de réprimer les actes terroristes et d'adopter des mesures contre les auteurs de ces actes,

Considérant l'Accord de coopération technique et scientifique conclu entre les Parties le 18 septembre 1963 et l'Accord complémentaire de coopération relatif au renforcement de la coopération dans divers domaines conclu le 30 août 1993

Désireux d'instaurer une coopération efficace dans le domaine de la lutte contre la criminalité internationale.

Conscients que les organisations criminelles transnationales et leurs activités telles que le terrorisme, le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes et le blanchiment d'actifs sont notamment des crimes de dimension et de portée planétaires et constituent de sérieuses menaces pour la paix et la stabilité mondiales,

Convaincus de l'importance de la coopération entre les services chargés de la sécurité intérieure des deux Etats afin de garantir la sécurité intérieure et de lutter efficacement contre ces formes de criminalité internationale,

Désireux de créer des mécanismes de coopération technique en matière de sécurité, afin de contribuer à l'amélioration des procédures et des techniques d'action pour accroître l'efficacité et l'impact des services chargés de la sécurité intérieure, dans le strict respect des législations internes qui régissent les activités de chacune des institutions,

Sont convenus de ce qui suit :

**Article 1<sup>ER</sup>**

1. Les Parties mettent en oeuvre une coopération en matière de sécurité intérieure et s'accordent mutuelle assistance dans les domaines de leur ressort.

2. Les Parties rejettent toute demande de coopération et d'échange d'informations portant atteinte à leur législation nationale, ou à leurs intérêts, notamment aux règles d'organisation et de fonctionnement de l'autorité judiciaire, et en particulier aux dispositions applicables en matière du secret de l'enquête et de l'instruction.

3. Aux fins de l'exécution du présent Accord, les administrations concernées peuvent conclure, le cas échéant, des arrangements techniques précisant les modalités de mise en oeuvre des actions qui ont été retenues.

4. La mise en oeuvre de cette coopération technique fait l'objet d'une programmation annuelle, laquelle doit mettre en évidence la contribution de chaque Partie, dans la limite de ses ressources budgétaires.

**Article 2**

En vue d'assurer leur protection, les données nominatives, c'est-à-dire l'information liée à une personne en particulier, communiquées à l'autre Partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent Accord, sont soumises aux conditions suivantes :

1. la Partie destinataire des données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et aux conditions définies par la Partie émettrice, y compris dans les délais au terme desquels ces données doivent être détruites ;

2. la Partie destinataire des données nominatives informe la Partie émettrice, sur demande, de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus ;

3. les données nominatives sont transmises aux seules autorités compétentes et pour l'activité à laquelle ces données nominatives lui sont nécessaires. La transmission de ces informations à d'autres autorités n'est possible qu'après consentement écrit de la Partie émettrice ;

4. la Partie émettrice garantit l'exactitude des données nominatives après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché. S'il est établi que des données inexactes ont été transmises, la Partie émettrice en informe sans délai la Partie destinataire qui corrige les données inexactes ou détruit les données nominatives non communicables;

5. toute personne justifiant de son identité a le droit de consulter les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des données nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication, conformément à la législation en vigueur pour chacune des Parties ;

6. les données nominatives doivent être détruites dès qu'elle n'ont plus d'usage pour la Partie destinataire. La Partie destinataire informe sans délai la Partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction ;

7. les Parties prennent les mesures nécessaires pour la protection des données nominatives qui lui sont communiquées contre tout accès non autorisé, toute modification et toute publication ;

8. chaque Partie tient un registre des données nominatives communiquées et de leur destruction ;

9. en cas de résiliation du présent Accord, toutes les données nominatives auxquelles se réfère cet article, doivent être détruites sans délai.

**Article 3**

En matière de lutte contre les formes de criminalité transnationale telles que :

- le blanchiment d'actifs en général ;
- le trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de substances dangereuses et contrôlées ;
- les groupes criminels associés à la fabrication de fausse monnaie ;
- la traite de personnes et les délits relatifs à l'immigration illégale,
- le trafic illégal d'organes, de tissus et de cellules ;
- le trafic des biens culturels et les délits portant atteinte à la propriété intellectuelle et industrielle ;
- le trafic illégal de ressources naturelles ;

La coopération en matière de sécurité intérieure porte sur :

1. l'établissement de moyens de communication institutionnels permanents entre les unités compétentes en la matière. Les Parties désignent à cette fin des correspondants au sein de chaque institution ;
2. l'échange régulier d'informations relatives aux activités des organisations qui se livrent à ces activités criminelles et agissent ou ont des répercussions néfastes sur leur territoire ;
3. l'échange d'informations sur les personnes ou organisations qui soutiennent de quelque manière que ce soit les groupes se livrant à ces activités criminelles ;
4. l'échange régulier d'informations relatives aux méthodes et aux habitudes des organisations de leur connaissance qui se livrent à ce type d'activités délictueuses ;
5. la coopération dans la fourniture et l'évaluation d'équipements et de technologies utilisées pour la prévention et la lutte contre ce type d'activités délictueuses ;
6. l'établissement, en tant que de besoin, de mécanismes de coordination lors d'investigations conjointes réalisées contre lesdites organisations, dans le strict respect de la législation interne de chacun des pays.

**Article 4**

En matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes et contre les délits connexes, la coopération porte sur :

1. l'établissement de moyens de communication institutionnels permanents entre les unités compétentes en la matière. Les Parties désignent à cette fin des correspondants au sein de chaque institution ;
2. l'échange d'informations détaillées et mises à jour sur les méthodes et les habitudes dans le domaine du trafic de stupéfiants et de leurs précurseurs chimiques, y compris en matière d'itinéraires, de moyens d'embarquement et de transport, etc. ;
3. l'échange régulier d'informations sur les organisations qui se livrent au trafic illicite de stupéfiants ainsi qu'au détournement de leurs précurseurs chimiques ;
4. l'échange régulier d'informations relatives aux actions et aux mesures prises en matière de prévention et de répression de la production et du trafic de stupéfiants ;
5. la lutte contre le trafic illicite des précurseurs chimiques pouvant être détournés en vue de la production de stupéfiants ;
6. la lutte contre le trafic illicite des armes, munitions et explosifs qui renforcent la capacité militaire des organisations se livrant au trafic de stupéfiants ;
7. l'échange d'informations en vue d'identifier les actifs des organisations de trafiquants de drogue et de toutes les personnes qui les soutiennent de quelque manière que ce soit ;
8. la coopération en matière de fourniture et d'évaluation d'équipements et de technologies utilisés pour la prévention et la lutte contre la production et le trafic de stupéfiants ;
9. l'établissement, en tant que de besoin, de mécanismes de coordination lors d'investigations conjointes réalisées contre des organisations se livrant au trafic de drogue et au détournement de précurseurs chimiques dans le strict respect de la législation interne.



**Article 5**

En matière de lutte contre le terrorisme, la coopération en matière de sécurité intérieure porte sur :

1. l'établissement de moyens de communication institutionnels permanents entre les unités compétentes en la matière. Les Parties désignent à cette fin des correspondants au sein de chaque institution ;

2. l'échange régulier d'informations relatives aux activités des organisations terroristes qui agissent ou ont des répercussions néfastes sur leur territoire ;

3. l'échange d'informations sur les personnes ou organisations qui soutiennent de quelque manière que ce soit les groupes se livrant au terrorisme ;

4. l'échange régulier d'informations relatives aux méthodes et aux habitudes des organisations terroristes de leur connaissance ;

5. l'échange d'informations en vue d'identifier les actifs des organisations terroristes et de toutes les personnes ou organisations qui les soutiennent de quelque manière que ce soit;

6. l'échange d'informations relatives au trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de tout autre matériel susceptible d'être utilisé pour perpétrer des actes terroristes dans d'autres pays;

7. la coopération en matière de fourniture et d'évaluation d'équipements et de technologies utilisées pour la prévention et la lutte contre le terrorisme ;

8. l'établissement, en tant que de besoin, de mécanismes de coordination lors d'investigations conjointes réalisées contre des organisations se livrant au terrorisme, dans le strict respect de la législation interne de chacun des pays.

**Article 6**

En matière de sécurité publique, la coopération doit se concentrer sur :

1. l'échange d'expériences relatives à la conception, à la planification et au développement des programmes de protection des citoyens, en particulier ceux portant sur l'organisation des services de police communautaire ;

2. la coopération en matière de fourniture et d'évaluation d'équipements et de technologies utilisées pour la prévention et la lutte contre la délinquance ;

3. l'échange d'informations relatives aux programmes de communication, aux contacts auprès des citoyens, aux programmes de participation citoyenne à la prévention des délits, au maintien de la sécurité des citoyens et à l'amélioration des services de proximité pour la communauté ;

4. l'échange d'informations et d'expériences sur les points suivants :

- opération en zones rurales,
- intervention des services de police sur la voie publique,
- contrôle des foules,
- sécurité des manifestations sportives et des rassemblements de masse,
- groupes d'intervention,
- protection des personnalités et du libre exercice des droits et des libertés des citoyens ainsi que maintien de l'ordre public national,
- attentats punissables à la vie, à l'intégrité physique des personnes et au bien-être des citoyens.

**Article 7**

La coopération en matière de formation théorique et pratique, destinée à renforcer la capacité des services chargés de la sécurité intérieure à lutter et neutraliser réellement les activités criminelles décrites dans le présent Accord, porte sur :

1. l'apprentissage et la formation dans différents domaines spécialisés, y compris la séquestration, l'extorsion, la recherche en criminalistique, les techniques de déminage, les enquêtes sur les catastrophes ;

2. l'échange académique d'étudiants et d'enseignants au sein des cycles de formation théorique et pratique et de spécialisation des établissements scolaires et des centres de formation des deux pays ;

3. l'échange de méthodologies et de procédures utilisées lors de l'entraînement du personnel réalisant des activités policières.

**Article 8**

A titre complémentaire, la coopération en matière de sécurité intérieure entre les Parties peut également porter sur :

1. l'échange d'expériences et de connaissances en termes de traitement et d'analyse de l'information policière ;

2. l'échange d'expériences et de connaissances en termes de traitement et d'analyse de l'information liée à la délinquance, y compris aux infractions à caractère économique et financier ;

3. l'échange de fonctionnaires experts en tant que de besoin ;

4. le soutien et l'assistance mutuelle aux fonctionnaires de police de liaison auprès des pays tiers, dans l'exercice de leur mission ;

5. la nomination d'attachés de police ou d'officiers de liaison conformément au budget et à la législation interne de chaque pays.

Les Parties peuvent, d'un commun accord, élargir les domaines de coopération sans outrepasser l'objectif et la finalité du présent Accord.

**Article 9**

Les Parties signataires du présent Accord doivent désigner des représentants chargés de la mise en oeuvre, de la coordination et du contrôle des dispositions du présent Accord. Lesdits représentants doivent se réunir au moins une fois par an et de façon extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent.

**Article 10**

Les frais découlant de l'application du présent Accord sont régis par un système de partage des coûts, dans le respect des disponibilités budgétaires internes de chacune des institutions.

**Article 11**

Chaque Partie notifie à l'autre, par note signée par le Ministre des Affaires Etrangères, l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications. Il est conclu pour une durée illimitée.

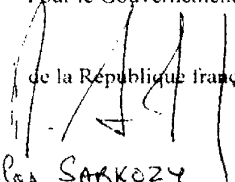
Chacune des Parties peut mettre fin au présent Accord par notification écrite adressée à l'autre Partie, laquelle notification prend effet six (6) mois après sa réception par l'autre Partie. La dénonciation n'affecte pas nécessairement les projets et programmes en cours de réalisation, qui se poursuivent jusqu'à leur achèvement, sauf décision contraire des deux Parties.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par négociation entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bogotà, le 22 juillet 2003, en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

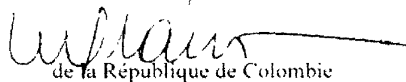
Pour le Gouvernement



de la République française

Nicolas SARKOZY  
Ministre de l'Intérieur

Pour le Gouvernement



de la République de Colombie

Marta Luján RAMÍREZ  
Ministre de la Défense

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**ENTRE**

**EL GOBIERNO DE  
LA REPÚBLICA FRANCESA**

**Y**

**EL GOBIERNO DE  
LA REPÚBLICA DE COLOMBIA**

**RELATIVO A LA COOPERACIÓN**

**EN MATERIA DE SEGURIDAD INTERIOR**

El Gobierno de la República Francesa

Y

El Gobierno de la República de Colombia,

en adelante denominadas "Las Partes";

En el ámbito de las relaciones bilaterales entre ambos países, en el marco de los acuerdos vigentes y sin perjuicio de las competencias de sus respectivos Estados en relación con el establecimiento de Convenios Internacionales,

Convencidos de la utilidad que para la planificación, desarrollo y ejecución de políticas de seguridad representa el intercambio de experiencias y la cooperación técnica entre las unidades policiales encargadas de su materialización,

Animados por la voluntad de contribuir activamente a la lucha contra las diferentes formas de criminalidad internacional,

Recordando que la Convención de las Naciones Unidas contra el Tráfico Ilícito de Estupefacientes y Sustancias Sicotrópicas de 1988 dispone que las Partes consideren concertar la firma de acuerdos bilaterales para llevar a la práctica sus disposiciones o para hacerlas más eficaces

Recordando la resolución 1373 del Consejo de Seguridad de la Organización de Naciones Unidas del 28 de septiembre de 2001, sobre la amenaza a la paz y la seguridad internacionales resultando de actos terroristas, exhorta a los países a cooperar mediante acuerdos y convenios bilaterales y multilaterales, para impedir y reprimir los actos terroristas, y a adoptar medidas contra quienes cometen estos

Recordando el acuerdo de cooperación técnica y científica firmado entre las Partes el 18 de septiembre de 1963, y del acuerdo complementario de cooperación relativo al fortalecimiento de la cooperación en diversos campos del 30 de agosto de 1993,

Deseosos de llevar a cabo una cooperación eficaz en el campo de la lucha contra el crimen internacional

Conscientes que las organizaciones criminales transnacionales y sus actividades como el terrorismo, el tráfico de estupefacientes, el tráfico de armas y el lavado de activos entre otras, son crímenes de dimensión y alcance global y se constituyen en serias amenazas para la paz y la estabilidad mundial,

Convencidos de la relevancia de la cooperación entre las fuerzas de Policía de ambos países y demás instituciones con competencia en materia de seguridad interior, como instrumento para preservar su seguridad interna y para combatir de manera eficaz estas formas de criminalidad transnacional,

Deseosos de impulsar mecanismos de cooperación técnica en materia de seguridad, con el fin de coadyuvar a mejorar los procedimientos y técnicas operativas para incrementar la eficacia y la eficiencia en la prestación de los servicios encargados de la seguridad interior, con sujeción a las normas internas que rigen las actividades de cada Institución;

Acuerdan lo siguiente:

### **Artículo 1**

1. Las Partes impulsarán la cooperación en materia de seguridad interior y el apoyo mutuo en las materias de su competencia.

2. Las partes podrán rechazar cualquier solicitud de cooperación e información si esta atenta contra su legislación interna o sus intereses, principalmente las reglas de organización y de funcionamiento de la autoridad judicial, y en particular las disposiciones vigentes en materia de reserva del sumario.

3. Para el desarrollo e implementación de este acuerdo, Las Partes podrán suscribir acuerdos complementarios que formarán parte integral de este acuerdo.

4. La puesta en marcha de la cooperación técnica será objeto de una programación anual. Esta programación resaltarà la contribución de cada Parte en la medida de sus recursos presupuestales.

### **Artículo 2**

Para asegurar su protección, los datos nominativos, entendiéndose por estos la información relacionada con una persona en particular, comunicados a la otra Parte en el marco de la cooperación instituida por el presente Acuerdo se someten a las siguientes condiciones:

1. La Parte destinataria de datos nominativos solo puede utilizarlos para las fines y en las condiciones definidas por la Parte emisora, incluso los plazos al vencimiento de los cuales estos datos deben ser destruidos;

2. la Parte destinataria de los datos nominativos informa a petición de la parte emisora, el uso que hizo de ellos y los resultados conseguidos;

3. los datos nominativos se transmiten solo a las autoridades competentes y para la actividad por la cual estos datos le son necesarios. La transmisión de estas informaciones a otras autoridades, solo será posible después del consentimiento por escrito de la Parte emisora;

4. la Parte emisora garantiza la exactitud de los datos comunicados después de asegurarse de la necesidad y adecuación de esta comunicación con el objetivo buscado. Si se establece que han sido comunicados datos inexactos, la Parte emisora debe informar sin demora a la parte destinataria para corregir o destruir los datos que no pudieron ser comunicados;

5. toda persona que justifique su identidad tiene el derecho de interrogar a las autoridades competentes para saber si cuentan con información nominativa que le concierne y llegado el caso conseguir su comunicación;

6. los datos nominativos deben destruirse cuando no tienen más uso para la Parte destinataria. La Parte destinataria informará sin demora a la Parte emisora, la destrucción de los datos comunicados, especificando los motivos de esa destrucción;

7. las Partes garantizan la protección de los datos nominativos que les son comunicados contra todo acceso no autorizado, toda manifestación y toda publicación;

8. cada parte llevará un registro de los datos comunicados y de su destrucción;

9. En caso de terminación de este Acuerdo, todos los datos nominativos deben ser destruidos sin demora.



### **Artículo 3**

Con respecto a la lucha contra otras formas de crimen transnacional como:

- Lavado de activos en general;
- tráfico ilícito de armas, municiones, productos explosivos y sustancias peligrosas y controladas;
- grupos criminales involucrados en la falsificación de monedas;
- trata de personas y los delitos relacionados con la migración ilegal, tráfico ilegal de órganos, tejidos y células;
- tráfico ilegal de bienes culturales y delitos contra la propiedad intelectual e industrial;
- tráfico ilegal de recursos naturales.

La cooperación en materia de seguridad interior se centrará en:

1. Establecimiento de canales institucionales de comunicación permanentes entre las instituciones y dependencias con competencia en el tema. Para esto, las partes designarán los puntos de contacto en cada institución;
2. intercambio periódico de información sobre la actividad de las organizaciones dedicadas a estos crímenes, que operen o causen efectos nocivos en sus territorios;
3. intercambio de información sobre personas u organizaciones que apoyen de cualquier forma los grupos dedicados estos crímenes;
4. intercambio de información periódica sobre métodos y tendencias utilizadas por organizaciones de su conocimiento dedicadas a estos crímenes;
5. cooperación en la provisión y asesoramiento en equipos y tecnología utilizada para prevenir y combatir este tipo actividades delictivas;
6. si es necesario se podrán establecer mecanismos de coordinación durante investigaciones conjuntas realizadas contra de estas organizaciones, teniendo en cuenta la legislación interna de cada uno de los países.

### **Artículo 4**

En materia de lucha contra el tráfico de estupefacientes o sustancias sicotrópicas y delitos conexos la cooperación se centrará sobre:

1. Establecimiento de canales institucionales de comunicación permanentes entre las instituciones y dependencias con competencia en el tema. Para esto, las partes designarán los puntos de contacto en cada institución;
2. intercambio de información detallada y actualizada sobre métodos y tendencias del tráfico ilícito de estupefacientes, sustancias sicotrópicas y precursores químicos incluyendo, rutas, medios de embarque y transporte, etc.;
3. intercambio periódico de información sobre organizaciones involucradas en el tráfico ilícito de estupefacientes, sustancias sicotrópicas o desvío de precursores químicos;
4. intercambio periódico de información en materia de acciones y medidas adoptadas para prevención y represión de la producción y tráfico ilícito de estupefacientes o sustancias sicotrópicas;
5. la lucha contra el tráfico ilícito de precursores químicos que puedan ser desviados para la producción de estupefacientes;

6. la lucha contra el tráfico ilícito de armas, municiones y explosivos que fortalecen la capacidad bélica de las organizaciones dedicadas al tráfico de estupefacientes;

7. intercambio de información con el fin de monitorear e identificar los activos de las organizaciones dedicadas al narcotráfico y de todas aquellas personas u organizaciones que de una u otra manera los apoyen;

8. cooperación en la provisión y asesoramiento en equipos y tecnología utilizada para prevenir y combatir la producción y tráfico ilícito de estupefacientes o sustancias sicotrópicas;

9. de ser necesario, se establecerán mecanismos de coordinación durante investigaciones conjuntas realizadas contra organizaciones dedicadas al tráfico ilícito de estupefacientes, sustancias sicotrópicas y desvío de precursores químicos, teniendo en cuenta la legislación interna de cada uno de los países.

#### **Artículo 5**

En materia de lucha contra el terrorismo, la cooperación en materia de seguridad interior se centrará sobre:

1. Establecimiento de canales institucionales de comunicación permanentes entre las dependencias con competencia en el tema. Para esto, las partes designarán los puntos de contacto en cada institución;

2. intercambio periódico de información sobre la actividad de organizaciones terroristas que operen o causen efectos nocivos en sus territorios;

3. intercambio de información sobre personas u organizaciones que apoyen de cualquier forma los grupos dedicados al terrorismo;

4. intercambio de información periódica sobre métodos y tendencias utilizadas por organizaciones terroristas de su conocimiento;

5. intercambio de información con el fin de identificar los activos de las organizaciones terroristas y de todas aquellas personas u organizaciones que de una u otra manera los apoyen;

6. intercambio de información sobre tráfico ilícito de armas, municiones, explosivos y cualquier otro material que pueda ser utilizado para actividades terroristas en otro país;

7. cooperación en la provisión y asesoramiento en equipos y tecnología utilizada para prevenir y combatir actos de terrorismo;

8. de ser necesario, se establecerán mecanismos de coordinación durante investigaciones conjuntas realizadas contra organizaciones dedicadas al terrorismo, teniendo en cuenta la legislación interna de cada uno de los países.

#### **Artículo 6**

En materia de seguridad pública, la cooperación deberá enfocarse sobre:

1. Intercambio de experiencias relativas al diseño, planeación y desarrollo de programas para la protección de los ciudadanos, particularmente los relativos a la organización de los servicios de la Policía Comunitaria;

2. cooperación en la provisión y asesoramiento en equipos y tecnología utilizada para prevenir y combatir la delincuencia;

3. intercambio de información relativo a programas de comunicación, contactos ciudadanos y programas de participación ciudadana para la prevención del delito, el mantenimiento de la seguridad ciudadana y el mejoramiento de los servicios de atención a la comunidad;

4. intercambio de información y experiencias sobre lo siguiente:

- Operación en zonas rurales,
- intervención del Policía en la vía pública,
- control de multitudes,
- seguridad de eventos deportivos y concentración de masas,
- grupos de intervención,
- protección de personalidades, protección del libre ejercicio de los derechos y libertades de los ciudadanos, al igual que el mantenimiento del orden público interno,
- sobre hechos punibles contra la vida, integridad física de las personas y la convivencia ciudadana.

### **Artículo 7**

La cooperación en materia de capacitación teórica y práctica estará destinada a fortalecer la capacidad de las diferentes instituciones comprometidas con el tema de seguridad interior, para combatir y neutralizar efectivamente los crímenes de los que trata este Acuerdo.

1. Instrucción y entrenamiento en diferentes áreas especializadas, incluyendo secuestro, extorsión, investigación criminalística, técnicas antiexplosivos, investigación de siniestros;

2. intercambio académico de alumnos y docentes en los niveles de formación, capacitación y especialización en centros de educación y formación de los dos países;

3. intercambio sobre metodología y procedimientos utilizados en el entrenamiento del personal que desarrolle actividades policiales.

### **Artículo 8**

Con carácter complementario, la cooperación en materia de seguridad interior entre las Partes se extenderá a:

1. Intercambio de experiencias y conocimientos en materia de tratamiento y análisis de la información policial;

2. intercambio de experiencias y conocimientos en materia de tratamiento y análisis de la información relacionada con actividades delictuales, incluyendo infracciones de carácter económico y financiero;

3. intercambio de funcionarios expertos en caso de ser necesario;

4. apoyo y asistencia mutua de los funcionarios policiales de enlace ante terceros países, en el cumplimiento de su misión;

5. nombrar agregados de policía u oficiales de enlace de acuerdo con el presupuesto y régimen interno de cada país.

Las partes de mutuo acuerdo, podrán ampliar el ámbito de cooperación sin extralimitar el objetivo y finalidad del presente acuerdo.

**Artículo 9**

Las Partes firmantes del presente Acuerdo, designarán representantes encargados de impulsar, coordinar y verificar lo establecido en el presente Acuerdo. Dichos representantes se reunirán al menos una vez al año y de manera extraordinaria cuando las circunstancias así lo ameriten.

**Artículo 10**

Los gastos que demande la ejecución del presente Acuerdo se enmarcaran en el sistema de gastos compartidos, previo el cumplimiento de requisitos presupuestales internos de cada institución.

**Artículo 11**

Cualquiera de las partes notifica a la otra mediante nota suscrita por el Ministro de Relaciones Exteriores, el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor del presente Acuerdo, el cual entrará a regir el primer día del segundo mes siguiendo la fecha de recepción de la última de estas notificaciones. Está concluido para una duración indefinida.

Cualquiera de las partes podrá terminarlo mediante notificación escrita dirigida a la otra Parte, la cual entrará a regir a los seis (6) meses de recibida por esta última. La terminación no afectará automáticamente los proyectos y programas en marcha, los cuales continuarán hasta su finalización, salvo que las Partes convinieran lo contrario.

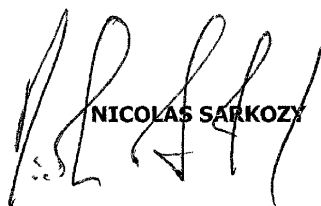
Cualquiera diferencia relativa a la interpretación o al cumplimiento del presente Acuerdo será arreglada por negociación entre las Partes.

En fe de lo cual, los representantes de las dos Partes, debidamente autorizados a tal efecto, han firmado el presente Acuerdo sellado oficialmente.

Hecho en la ciudad de Bogotá, D.C., el 22 de julio de 2003, en doble ejemplar original en Español y Francés, siendo cada texto igualmente válido y auténtico.

Por el Gobierno de la República Francesa

Por el Gobierno de la República de Colombia



**NICOLAS SARKOZY**



**MARTA LUCÍA RAMÍREZ DE RINCÓN**

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ON COOPERATION IN THE FIELD OF INTERNAL SECURITY

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Colombia, hereinafter referred to as “the Parties”,

For the purposes of bilateral relations between the two States, within the framework of the agreements in force and without prejudice to the competencies of their respective States in regard to the implementation of international conventions,

Convinced of the usefulness, for the planning, development and implementation of security policies, of exchanges of experience and technical cooperation between the police services responsible for translating such policies into reality,

Resolved to contribute actively to the fight against the various forms of international crime,

Considering that the 1988 United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances stipulates that the Parties may enter into bilateral agreements in order to implement its provisions and enhance their effectiveness,

Considering that United Nations Security Council resolution 1373 of 28 September 2001 on the threat to international peace and security resulting from terrorist attacks invites States to cooperate through bilateral and multilateral agreements and conventions to prevent and suppress terrorist attacks and take action against perpetrators of such acts,

Considering the agreement on technical and scientific cooperation concluded between the Parties on 18 September 1963 and the supplementary agreement on cooperation in strengthening cooperation in various fields, concluded on 30 August 1993,

Wishing to establish effective cooperation in the fight against international crime,

Aware that transnational criminal organizations and their activities, such as terrorism, trafficking in narcotic drugs, traffic in firearms and money laundering, are *inter alia* crimes of global magnitude and scope and are serious threats to peace and stability throughout the world,

Convinced of the importance of cooperation between the internal security services of the two States in order to guarantee internal security and fight effectively against these forms of international crime,

Wishing to put in place mechanisms for technical cooperation in security matters in order to contribute to improved procedures and modes of action to enhance the effectiveness and impact of internal security services, while strictly respecting the domestic laws governing the activities of each of the institutions,

Have agreed as follows:

*Article 1*

1. The Parties shall cooperate in matters relating to internal security and shall assist one another in areas under their responsibility.

2. The Parties shall refuse any request for cooperation and information that violates their national legislation or runs counter to their interests, including the organizational and operating rules of the judicial authority, and in particular the provisions governing the secrecy of investigation and examination.

3. For the implementation of this Agreement, the administrations concerned may, if need be, make technical arrangements specifying the modalities of implementing the measures decided upon.

4. A programme shall be prepared annually for the implementation of this technical cooperation, indicating each Party's contribution, within the limit of its budgetary resources.

*Article 2*

In order to ensure the protection of personal data, that is to say, information relating to a particular individual, such data transmitted to the other Party within the framework of the cooperation established under this Agreement shall be subject to the following conditions:

1. The Party receiving personal data may use such data only for the purposes and in the conditions stipulated by the sending Party, including the time limits upon expiration of which the data must be destroyed;

2. The Party receiving the personal data shall inform the sending Party, upon request, of how such data were utilized and the results obtained;

3. Personal data shall be transmitted only to the competent authorities for the activity for which such data are necessary. Such information may be transmitted to other authorities only with the prior written consent of the sending Party;

4. The sending Party shall guarantee the accuracy of the personal data after verifying that such transmission is both necessary and appropriate in terms of the objective sought. If it is established that the data that have been transmitted are inaccurate, the sending Party shall immediately inform the receiving Party, which shall correct the inaccurate data or destroy the personal data that may not be communicated;

5. Any person who can show proof of identity shall have the right to enquire of the competent authorities whether they have any personal data concerning them and, if such is the case, to have such data transmitted to them, in accordance with the legislation in force for each of the Parties;

6. Personal data must be destroyed once they are no longer needed by the receiving Party. The receiving Party shall immediately inform the sending Party of the destruction of the data transmitted, specifying the reasons for such destruction;

7. The Parties shall take the necessary steps to protect the personal data transmitted to them against any unauthorized access, modification or publication;

8. Each Party shall keep a record of the personal data transmitted and of their destruction;

9. In the event of the cancellation of this Agreement, all the personal data to which this article refers must be destroyed immediately.

### *Article 3*

In efforts to combat all forms of transnational crime, such as:

- money laundering in general;
- illicit traffic in firearms, ammunition, explosives and dangerous and controlled substances;
- criminal groups involved in counterfeit money-making;
- trafficking in persons and offences pertaining to illegal immigration;
- illegal traffic in organs, tissue and cells;
- trafficking in cultural property and offences against intellectual and industrial property;
- illegal traffic in natural resources;

Cooperation in matters relating to internal security shall consist in:

1. The establishment of standing institutional mechanisms for communication between the appropriate units. The Parties shall appoint to that end correspondents within each institution;

2. Regular exchanges of information regarding the activities of organizations that engage in criminal activities and act or cause harm in their territory;

3. Exchanges of information regarding individuals or organizations that support in any way groups engaged in criminal activities;

4. Regular exchanges of information regarding the methods and habits of known organizations that engage in such criminal activities;

5. Cooperation in the provision and evaluation of equipment and technology used to prevent and combat such criminal activities;

6. The establishment, where necessary, of coordination mechanisms for joint investigations of such organizations, conducted in strict compliance with the domestic legislation of each country.

### *Article 4*

In efforts to combat illicit traffic in narcotic drugs or psychotropic substances and related crimes, cooperation shall consist in:

1. The establishment of standing institutional mechanisms for communication between the appropriate units. The Parties shall appoint to that end correspondents within each institution;

2. Exchanges of detailed, up-to-date information on methods and habits in matters relating to the traffic in narcotic drugs and their chemical precursors, including routes, means of conveyance and transportation, etc.;

3. Regular exchanges of information concerning organizations that engage in illicit trafficking in narcotic drugs and in the misappropriation of their chemical precursors;

4. Regular exchanges of information concerning actions and measures taken to prevent and suppress the production of narcotic drugs and traffic in such drugs;
5. Combating illicit traffic in chemical precursors that may be misappropriated to serve in the production of narcotic drugs;
6. Combating illicit traffic in firearms, ammunition and explosives that strengthen the military capacity of organizations that traffic in narcotic drugs;
7. Exchanges of information in order to identify the assets of drug trafficking organizations and of all persons who support them in any way;
8. Cooperation in the provision and evaluation of equipment and technology used to prevent and combat the production of narcotic drugs and traffic in such drugs;
9. The establishment, where necessary, of coordination mechanisms for joint investigations, conducted in strict compliance with domestic legislation, of organizations that traffic in drugs and misappropriate chemical precursors.

#### *Article 5*

In efforts to combat terrorism, cooperation in matters relating to internal security shall consist in:

1. The establishment of standing institutional mechanisms for communication between the appropriate units. For this purpose, the Parties shall appoint to that end correspondents within each institution;
2. Regular exchanges of information regarding the activities of terrorist organizations that act or cause harm in their territory;
3. Exchanges of information concerning individuals or organizations that in any way support groups engaging in terrorism;
4. Regular exchanges of information concerning the methods and habits of known terrorist organizations;
5. Exchanges of information in order to identify the assets of terrorist organizations and of any individuals or organizations that support them in any way;
6. Exchanges of information concerning illicit trafficking in firearms, ammunition, explosives and any other material that can be used to perpetrate acts of terrorism in other countries;
7. Cooperation in the provision and evaluation of equipment and technology used to prevent and combat terrorism;
8. The establishment, where necessary, of coordination mechanisms for joint investigations, conducted in strict compliance with domestic legislation in each of the countries, of organizations that engage in terrorism.

#### *Article 6*

In matters relating to public security, cooperation shall focus on:

1. Exchanges of experience in the design, planning and development of citizen protection programmes, in particular those that relate to the organization of community police services;



2. Cooperation in the provision and evaluation of equipment and technology used to prevent and combat crime;

3. Exchanges of information concerning communication programmes, contacts with citizens, programmes for citizen participation in crime prevention, maintenance of citizens' security and improvement of outreach services for the community;

4. Exchanges of information and experience on the following:

- action in rural areas;
- police intervention on the public highway;
- crowd control;
- safety of sports events and mass gatherings;
- intervention groups;
- protection of prominent individuals and of the free exercise of citizens' rights and freedoms, together with the maintenance of national public order;
- punishable attacks on the life and physical integrity of persons and the well-being of citizens.

#### *Article 7*

Cooperation in matters relating to theoretical and practical training, designed to build the capacity of domestic security services and effectively neutralize the criminal activities described in this Agreement, shall consist in:

1. Instruction and training in various specialized areas, including abduction, extortion, crime detection, mine clearance techniques and disaster investigation;

2. Academic exchanges of students and teachers in courses of theoretical and practical training and specialization in educational establishments and training centres in the two countries;

3. Exchanges of methodologies and procedures used in the training of personnel undertaking police activities.

#### *Article 8*

Additionally, cooperation between the Parties in matters relating to internal security may also consist in:

1. Exchanges of experience and knowledge in regard to the processing and analysis of police information;

2. Exchanges of experience and knowledge in regard to the processing and analysis of information relating to crime, including economic and financial crime;

3. Exchanges of expert officials where necessary;

4. Support and mutual assistance to police officers liaising with third countries, in the performance of their duties;

5. Appointment of police attachés and liaison officers in accordance with the budget and domestic legislation of each country.

The Parties may, by mutual agreement, extend the areas of cooperation without exceeding the objective and purpose of this Agreement.

*Article 9*

The signatory Parties to this Agreement shall appoint representatives responsible for implementing, coordinating and monitoring the provisions of this Agreement. The said representatives shall meet at least once a year and, when circumstances require, on an extraordinary basis.

*Article 10*

The expenses arising from the implementation of this Agreement shall be governed by a cost-sharing system, in accordance with the resources available in the internal budgets of each institution.

*Article 11*

Each Party shall notify the other, through a note signed by the Minister of Foreign Affairs, of the completion of its domestic procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall come into force on the first day of the second month following receipt of the later notification. It shall be concluded for an unlimited period.

Each Party may terminate this Agreement by giving a written notification to the other Party. Such notification shall take effect six months after its receipt by the other Party. Termination shall not necessarily affect ongoing projects and programmes, which shall be continued until their completion, unless otherwise decided by both Parties.

Any dispute with regard to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by negotiation between the Parties.

In witness whereof, the representatives of the two Parties, being duly authorized to that effect, have signed and sealed this Agreement.

Done in duplicate at Bogotá on 22 July 2003 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

NICOLAS SARKOZY  
Minister of the Interior

For the Government of the Republic of Colombia:

MARTA LUCÍA RAMÍREZ  
Minister of Defence